

# Changement climatique

## Mythes et réalités géopolitiques de l'après Copenhague

Par Fabien Monteils  
Copenhague, Danemark  
décembre 2009

Les signes annonciateurs de ce désastre diplomatique étaient pourtant nombreux et clignotaient en rouge vif depuis de nombreux mois. Mais l'espoir était fort, porté par des dizaines de milliers de militants écologistes et humanistes du monde entier. Et l'on a voulu y croire. Croire que la somme des égoïsmes et des oppositions nationales pouvait s'annuler le temps d'un Sommet international, censé ouvrir la voie à une dynamique mondiale à la hauteur de ce défi historique qui menace la propre survie de l'espèce humaine.

### ***Les cendres de Copenhague sont encore chaudes.***

Mais le changement climatique n'a pas encore permis de transcender les fondamentaux et les paradigmes géopolitiques de notre temps. Ce phénomène secoue la civilisation impérialiste de l'individuel-consumérisme triomphant de par sa nature et de par son ampleur. Il nous oblige au questionnement cru et insolent de notre propre humanité et appelle à une réponse mondiale d'un genre nouveau. L'Homme, bardé de technologie, de procédés et de science mais fondamentalement plus nu que jamais, est placé au confluent de crises multiples, climatique bien sûr, mais aussi énergétique, alimentaire, diplomatique et stratégique... crise écologique, crise des ressources, de la biodiversité. Et peut-être plus inaudibles, plus sournoises, une crise culturelle, une crise de valeur, une crise de sens qui assiège et sape, irrémédiablement, les structures de notre civilisation mondialisée. Le salut des peuples et des diversités humaines passe par un réveil, un sursaut d'Humanité. La 15<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique n'a pas eu l'effet espéré par une partie croissante de la population mondiale, de plus en plus éclairée et de plus en plus inquiète. Etait-ce si imprévisible, et surtout, au final, doit-on y voir davantage un recul ou une avancée ?

Ce rendez-vous international dans la ville de la Petite Sirène soulevait beaucoup d'espoirs. Trop d'espoirs. Trop d'espoirs pour la grenouille internationale plongée dans un bain qu'elle commence

tout juste à trouver un peu chaud. Et qu'importe si l'eau est inexorablement portée à ébullition, est-il naturel, ou seulement humain, d'opposer une réaction collective brutale à des chocs diffus, d'apparence localisés et lointains ? Le changement climatique est un phénomène lent, mais la réponse attendue de la communauté internationale ne peut être qu'un bond révolutionnaire à l'échelle d'une génération. Replacer Copenhague dans cette réalité dynamique peut nous aider à en relativiser l'échec. Et si nous y avons vécu, finalement, une étape essentielle et indispensable de cette révolution lente, noyée dans un Grand Jeu géopolitique largement fantasmé ?

***Le changement climatique s'impose comme la dynamique structurante des relations internationales du XXIème siècle***

Parmi les images fortes de la Conférence de Copenhague, la présence de 130 chefs d'Etat et de gouvernement n'aura échappé à personne. Mais plus qu'une image, c'est peut-être le symbole d'un véritable basculement. Le changement climatique vient de réussir ce qu'aucun autre objet des relations internationales n'avait jamais atteint : mobiliser les derniers remparts, les derniers ambassadeurs, le dernier échelon politique de la gouvernance des Nations autour d'un même thème. Et ce thème, ce n'était pas le commerce, pas la finance, pas même l'économie, la faim ou la paix dans le monde. Ce n'était rien de tout cela. Ou peut-être était ce tout cela à la fois. Car il faut une conscience aiguë des enjeux multiples et structurants du changement climatique pour produire une telle mobilisation. A Copenhague, le changement climatique a poussé les chancelleries dans leurs derniers retranchements. Car les corps diplomatiques, les multiples rencontres techniques qui ont jalonné le chemin vers Copenhague offrent une profondeur de jeu précieuse aux pays. C'est la raison d'être de la diplomatie, et la raison pour laquelle les pays s'appuient sur ces techniciens des négociations pour construire des ordres et des relations plus ou moins durables. Les généraux échafaudent des stratégies, orientent, organisent, mais ils ne se risquent sur le champ de bataille qu'à la dernière minute, au moment ultime qui décide de l'issue d'une bataille. La rencontre de 130 chefs d'Etat et de gouvernement sur la question du changement climatique est avant tout un témoin d'historicité. La débâcle a fait basculer l'événement d'une démonstration de force à un aveu d'impuissance, mais l'essentiel n'est peut-être pas là. L'Histoire est sur le pas de la porte, et notre civilisation a rendez-vous avec elle. Les dirigeants du monde en sont conscients, et c'est sans doute le premier message clé de la Conférence de Copenhague.

Certes, l'échec de ces négociations historiques témoigne du fait que les vieux démons nationaux sont tenaces. Pouvait-il en être autrement ? Dans un ordre mondial qui n'a jamais prétendu ni même sincèrement aspiré à la justice et à l'équité, difficile de s'étonner que certains pays s'accrochent à

leurs privilèges, à leurs ambitions économiques et financières qui forgent les instruments de puissance de notre temps. Ensuite, on monnaye, on marchandise dans les salons adjacents. Mais le déplacement massif des commandants en chef témoigne qu'on approche du dénouement. Il y a une angoisse nouvelle et spécifique à ces négociations sur le climat, une peur du lendemain. Le manque de feuille de route claire à l'issue de Copenhague confère à la peur du vide, comme si les pays s'étaient vaillamment harnachés à des bateaux qui menacent désormais de se jeter ensemble dans le gouffre. Car l'échec de Copenhague repose sur l'incapacité des Etats à transcender un cadre de pensée et de calcul arriéré et obsolète. Il repose aussi sur leur incapacité à se soumettre aux exigences d'une nouvelle éthique du monde portée par la préservation et le partage des ressources. Mais ces dernières armes ont été jetées dans la bataille de Copenhague qui confère dès lors au baroud d'honneur... Les apôtres de l'économie hors sol et de la finance sans entrave gouvernant le monde sont relégués au second plan.

En dépit des désaccords, le rendez-vous des ultimes décideurs à Copenhague consacre l'émergence et enfin l'affirmation d'une vision systémique du monde. La paix et la guerre, l'abondance et la misère, l'humiliation et la dignité des peuples et des nations sont enfin considérés de façon globale, interdépendante. Le réchauffement climatique est de ces rares phénomènes qui révolutionnent en chaîne tous les éléments de notre civilisation mondialisée. Et désormais il les gouverne. L'économie mondiale, la finance mondiale, le commerce mondial se règlent et se jouent désormais dans l'enceinte des Conférences sur le Climat. Même subrepticement, même en forme de renoncement et à reculons, la voie est désormais ouverte à des mécanismes encore impensables hier. Quelle légitimité aura désormais l'OMC pour statuer et remettre en cause le principe d'une taxe carbone, qui sonne déjà comme un plaidoyer inespéré pour la relocalisation de l'économie réelle et dont les effets en chaîne pourraient là aussi être structurants ? L'Etat régulateur, l'Etat protecteur revient au galop. Et la Taxe Tobin retrouve une nouvelle jeunesse. Comment espérer mobiliser ne serait-ce que les 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 promis par l'Accord de Copenhague sans recourir à des mécanismes innovants et à des formes de prélèvement des flux financiers et monétaires mondiaux pourtant inimaginables il y a seulement quelques années ? La finance, l'économie, le commerce au service d'un ordre mondial qui les dépasse... voilà le sens de la photo de famille historique de Copenhague qui n'a d'ailleurs, ironiquement, jamais pu être tirée. Un acte manqué ?

Dans une interview parue dans le journal « le Monde » le 6 novembre dernier, Mikhaïl Gorbatchev évoquait la chute du mur de Berlin et le tournant de 1989 comme un « bouillonnement incontrôlable ». « L'Histoire a débordé. Nous étions conscients de ce que notre politique, la politique en général, était incapable d'accompagner le processus historique ». Face au changement climatique

et à la superposition de crises interdépendantes qui assaillent notre civilisation, l'Histoire est en marche. Les dynamiques sont à l'œuvre et nul doute que les chefs d'Etat et de gouvernement eux-mêmes en seront davantage les instruments que les maîtres. Peut-être se demandent-ils aujourd'hui ce qu'ils ont bien pu aller faire à Copenhague, mais l'Histoire répondra pour eux. Obama est peut-être le symbole de cette impuissance. Quelle marge de manœuvre avait véritablement le visage charismatique d'une Amérique nouvelle et humanisée, d'un occident moins arrogant qui ose tendre la main, fraîchement auréolé du prix Nobel de la Paix ? Le manque d'ambitions américaines qui a largement contribué à l'échec des négociations est le fruit d'un système et d'une conscience collective qui n'autorisait aucune latitude, aucun arrangement, aucun éclair de génie. Obama, Commandant en chef d'une délégation sous les projecteurs de l'Histoire, s'est jeté dans la bataille de Copenhague sans inspiration, sans effet de surprise, sans astuce, sans subterfuge, avec seul le panache un peu terni en guise de cache misère.

Copenhague ne marquera pas l'Histoire comme le moment où les communautés humaines éclairées, dans un élan déterminé, se sont unies pour combattre main dans la main le premier défi global à leur propre survie. Il marque en revanche ce moment où l'Histoire a imposé aux leaders du monde de s'installer aux commandes de la question climatique et de déléguer l'intendance des cuisines économiques et financières aux niveaux subalternes. Certes, l'image est un peu rapide et souffrira de nombreux accros, mais la dynamique est lancée et le cap est bien franchi. L'Histoire est donc en marche, et c'est un premier signal fort de Copenhague digne d'être célébré.

***Une nouvelle réalité géopolitique s'impose au monde et promet une transformation majeure de la coopération et des rapports de force internationaux***

Face au défi climatique, l'Histoire déterminera et façonnera certainement davantage le cours de l'Homme que l'inverse. A Copenhague, l'Histoire semble déjà prendre le pas et se joue de leaders mondiaux dépassés. Mais il nous appartient de tenter d'en déchiffrer le sens pour s'y inscrire de la manière la plus souple et la plus anticipée possible. Les bouleversements seront profonds, à commencer par la géopolitique. A ce titre, la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique est un laboratoire unique pour observer l'évolution de la géopolitique, et ce d'autant plus que Copenhague a priorisé la question climatique au cœur des problématiques structurantes de notre temps. En effet, la seconde image phare de Copenhague est celle de cette poignée de chefs d'Etat et de gouvernement, des Etats-Unis et des principaux pays émergents, décidant dans la précipitation et la confusion la plus totale du seul résultat concret, d'une pauvreté abyssale, issu de deux années de négociations intensives par 192 pays.

Les premières interprétations de ce Yalta climatique sont d'une évidence navrante : affirmation du G2 sino-américain à la direction des affaires du monde, confirmation du poids déterminant des économies émergentes au détriment d'une Europe vieillissante et dépassée, mise en terre des Nations Unies et du multilatéralisme, aux côtés de la partie Sud de la planète qui n'a pas eu la bonne idée d'émerger à temps, et à laquelle on a dénié jusqu'au droit d'appeler au secours... Certes, mais encore faut-il dissocier les faits, l'interprétation des faits et leurs conséquences attendues sur la géopolitique à moyen et long terme.

Ainsi, le deuxième enseignement majeur de Copenhague consacre la fin d'une vision binaire Nord-Sud des relations internationales. Cette construction géopolitique manichéenne issue de l'époque coloniale vise à opposer les pays du Nord, riches et puissants, aux pays du Sud pauvres et sans réel pouvoir, si ce n'est celui de se laisser corrompre par le plus offrant. L'époque de la Guerre Froide n'a pas remplacé cette vision, en superposant seulement un niveau de relations différent entre puissants sans profondément remettre en cause le rapport pudiquement nommé « centre / périphérie » entre le Nord et le Sud. Dans le prolongement de la Conférence de Bandung en 1955, on retiendra davantage le renversement de Soekarno et le basculement de l'Indonésie dans plus de trente ans de dictature sous tutelle, plutôt que l'affirmation réelle des Non Alignés. Hors, c'est bien ce système géopolitique qui déterminait jusqu'ici les lignes de fracture et les rapports de force entre les Parties à la Convention sur le Climat. Le Protocole de Kyoto en est l'aboutissement parfait. Il consacre en effet deux classes de pays : Une quarantaine de pays « responsables » rassemblés dans l'Annexe 1, et les autres. Certes, les pays de l'Annexe 1 sont désignés comme les responsables historiques du changement climatique, ce qui somme toute leur confère un statut peu enviable... mais responsables tout de même, c'est-à-dire au centre des capacités, des décisions et du pouvoir. Or, depuis Bali, c'est cette organisation géopolitique marquée par cette ligne de fracture savamment entretenue par les grands pays émergents qui s'est imposée et qui a fortement contribué à l'échec de Copenhague. Mais l'urgence et la nécessité climatique empêchent de reproduire la même erreur, et c'est en premier lieu les pays les plus vulnérables, véritables otages de Copenhague, qui en sonneront le glas.

Copenhague, ce n'est donc pas la fin du multilatéralisme, en cela que le multilatéralisme n'a jamais réellement façonné les relations internationales. La fin du rêve de multilatéralisme alors ? Au contraire. Et si Copenhague s'imposait, avec du recul, comme une étape historique de la marche vers un monde multilatéral ? Cette étape, c'est le passage définitif d'un monde binaire, opposant les riches du Nord guerroyant entre eux pour la suprématie du monde aux pauvres spectateurs et victimes du Sud, à un monde réellement multipolaire. Dans ce nouveau monde, des blocs à

géométrie variable entrent dans des rapports de force, d'opposition ou de coopération, sur la base d'une vision plus individualisée, plus aiguë mais aussi plus globale et systémique des intérêts particuliers. Les doux rêveurs qui espéraient en Copenhague le Grand Soir géopolitique, où une gouvernance mondiale éclairée émergerait des ruines nationales pour gérer les biens communs et relever les défis globaux du XXIème siècle peuvent déchanter. Mais l'émergence réelle d'un nouveau monde que beaucoup croyaient déjà multipolaire est déjà en soi un pas encourageant.

Les négociations sous la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique sont structurellement construites sur l'opposition entre deux groupes de pays : l'Annexe 1 d'une part, comprenant les pays de l'OCDE et de l'ancienne Union Soviétique, et le G77+Chine d'autre part représentant plus de 130 pays en développement et émergents. Au cours des négociations, des sous-groupes et parfois des regroupements transversaux de pays appartenant à l'Annexe 1 et au G77+Chine se font jour au gré des thèmes, des circonstances et des intérêts particuliers. Mais au premier coup de canon, dès que les négociations se tendent, chacun se range immédiatement derrière son groupe d'appartenance, Annexe 1 contre G77+Chine. Or, au sein de chaque groupe, les divergences de vues et d'intérêts deviennent tellement criantes qu'il sera désormais impossible de les étouffer. La vision des petits états insulaires, menacés de disparition et dont la survie est gravement menacée dans la perspective d'une augmentation des températures même contenue à 2°C, rangés derrière une Chine inflexible bloquant tout objectif de réduction globale des émissions à long terme est devenue parfaitement insupportable. De même, il apparaît surréaliste de voir les pays africains ultra vulnérables et sans capacités propres pour faire face au changement climatique, bloquant littéralement les négociations à la veille de la clôture de Copenhague, sous l'influence directe de la Ligue Arabe, et faisant le jeu des principaux pays émergents prêts à sacrifier un accord international et des mécanismes de transferts financiers conséquents pour ne pas lâcher un centimètre de souveraineté ni souffrir la moindre entrave à leur développement.

### ***L'affirmation des nouveaux piliers d'un monde multipolaire***

Fondamentalement, les négociations sur le changement climatique – qui structureront largement à l'avenir les autres arènes de négociations internationales – pourraient voir émerger sept groupes différents de pays réunis par des circonstances et des intérêts homogènes. Ces groupes existent déjà sous la Convention mais jusqu'ici, ils ne se sont pas pour la plupart affirmés à travers une posture, un positionnement, des objectifs et une stratégie de négociation propres. Ainsi, l'Annexe 1 recouvre en fait trois dynamiques de pays distinctes, qui se distinguent par le niveau de conscience environnementale collective et par le mode plus ou moins démocratique d'exercice du pouvoir. De

même, le G77+Chine pourrait laisser la place à quatre groupes de pays, dissociés essentiellement par leur degré de vulnérabilité au changement climatique, par les capacités propres des pays à y faire face et probablement par des fractures idéologiques dans la conception des enjeux et des stratégies de correction du changement climatique.

Le premier groupe issu de l'Annexe 1 est constitué par les Européens, comprenant l'Union Européenne, dont l'intégration institutionnelle permet de composer avec une ligne de fracture entre Ouest et Est au profit du leadership climatique des premiers, et par les autres pays comme la Norvège ou la Suisse qui partagent une conscience environnementale plus généralisée et un exercice très démocratique du pouvoir. Ces deux caractéristiques conjuguées expliquent la démarche relativement progressiste de ce premier groupe. Aux côtés des Européens, l'actuel « groupe parapluie » pourrait se réorganiser. Un groupe de pays démocratiques pourrait émerger avec les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et le Japon, caractérisés par une conscience populaire encore largement rétive à l'engagement climatique. Ce groupe se dissocierait des anciens pays de l'Union Soviétique dans lesquels la conscience écologique populaire est insignifiante mais qui jouissent de marges de manœuvres politiques plus larges liées à un exercice plus autoritaire du pouvoir.

De même, le G77+Chine pourrait évoluer vers quatre groupes, jouissant souvent d'une certaine proximité, mais disposant de revendications et de stratégies propres et parfois antinomiques. Si l'ensemble de ces pays est vulnérable au changement climatique, le degré de vulnérabilité varie fortement entre des pays déjà largement désertiques, des pays tempérés ou encore des îles menacées de submersion. Ainsi, on distinguera deux groupes vulnérables mais disposant de capacités d'adaptation importantes, de deux autres groupes ultra-vulnérables et dépourvus de réelles capacités propres d'adaptation. Dans le premier cas, on peut considérer le groupe des principaux pays émergents comme la Chine, l'Inde ou encore l'Afrique du Sud qui ont justement orchestrés l'Accord de Copenhague – avec le Brésil qui cultive une certaine indépendance et qui peut parfois être amené à prendre le contre-pied des autres grands émergents. Il s'agit d'un groupe hétérogène, parcouru de tensions stratégiques historiques notamment entre les deux géants asiatiques, mais susceptible de défendre des intérêts et des positions similaires dans les négociations climatiques. Difficile de dire si l'Histoire les poussera à affirmer leur rapprochement ou à exacerber leur concurrence, chacun tentant alors de se constituer une « garde rapprochée » parmi les pays plus vulnérables. La réaction de ces derniers sera à ce titre déterminante. Ensuite, La Ligue Arabe représente l'autre groupe de pays vulnérables mais disposant encore de certaines capacités propres d'adaptation, et d'une proximité diplomatique et idéologique historique en dépit de dissensions. Il s'agit d'un groupe dynamique et influent au sein du G77+Chine avec des pays très visibles sur la

scène climatique comme l'Arabie Saoudite, l'Algérie (Présidente du Groupe Afrique à la COP15 de Copenhague) et le Soudan (Président du G77+Chine). Parmi les pays extrêmement vulnérables et sans capacités financières propres pour assurer leur adaptation de manière autonome, on distinguera pour des raisons idéologiques un noyau de pays d'Amérique Latine profondément anticapitaliste d'un ensemble plus vaste de pays, regroupant les petits Etats insulaires, les pays les moins avancés et la plupart des pays africains. Ces deux groupes sont susceptibles de nouer des coopérations étroites en matière de plaidoyer et de revendications générales, mais auront probablement du mal à s'harmoniser sur les stratégies et les mécanismes internationaux et nationaux proposés pour lutter contre le réchauffement climatique.

Naturellement, tous ces groupes ne s'affirmeront pas brutalement. De même, l'émergence d'un groupe par rapport à un autre peut se faire de manière plus ou moins souple ou conflictuelle, facilitée ou entravée par des dynamiques d'intégration régionale par exemple. Enfin, les relations de coopération ou d'opposition entre les groupes seront très largement déterminées par les proximités ou les tensions historiques entre les leaders de chaque groupe. En effet, il ne s'agit pas ici de prophétiser la table rase et la réorganisation des relations internationales sur la seule base des enjeux climatiques, mais de considérer l'influence de plus en plus grande et perceptible des enjeux climatiques et environnementaux au sens large dans le remodelage des rapports de force et dans les dynamiques de compétition – par exemple pour les ressources – qui sous-tendent ces relations. Comme en 1989, l'Histoire s'apprête à « déborder », et l'enjeu consiste davantage à saisir les dynamiques en cours et les opportunités qu'elles présentent pour les anticiper et s'y inscrire, plutôt que d'imaginer les politiques nationales en forces démiurgiques capables d'arracher une stabilisation du climat par la seule projection des tendances, des mécanismes et des projets passés.

### ***L'Europe, entre occasions manquées et opportunités futures***

La confiance est peut-être la principale inconnue des dynamiques en cours. Elle est pourtant décisive en ce qu'elle détermine le caractère principalement conflictuel ou coopératif de la nouvelle géopolitique climatique. Constat alarmant, elle était d'ailleurs la grande absente de Copenhague. Elle semblait pourtant la seule à même de permettre de basculer dans un mode de négociations réellement multipolaire. De ce point de vue, l'incapacité des pays développés à prendre des engagements ambitieux à la hauteur des enjeux est coupable. Même l'Union Européenne, qui a su depuis Poznan alimenter un dialogue constructif sur la base d'engagements substantiels de réduction de ses émissions, n'a pas su confirmer ses bonnes intentions par des ambitions pourtant indissociables en matière de transfert financier vers les pays vulnérables. Dans ce contexte incertain,

sans aucune garantie ni signal fort de la part de partenaires solides, les tentatives de rapprochement entre les pays les plus vulnérables de l'AOSIS (petits Etats insulaires) et les PMA (Pays les Moins Avancés) n'ont pas abouties, et les quelques initiatives isolées de pays vulnérables comme Tuvalu ont surtout laissé l'image de gesticulations désespérées empreintes d'exaspération et d'impuissance. Simultanément, les manœuvres politiques des dernières semaines et des derniers jours impulsées par les chefs d'Etat et de gouvernement européens comme Nicolas Sarkozy ou Gordon Brown sont souvent apparus davantage comme des tentatives de déstabilisation et de division, plutôt que comme les signaux crédibles et fondateurs d'un véritable partenariat structurel entre ces groupes de pays sur la question du climat et du développement au sens large. En matière de confiance, le moins que l'on puisse dire est que tout reste à faire. Et pourtant, les motivations objectives de rapprochements stratégiques sont perceptibles, des pays vulnérables entre eux d'une part, et entre l'Europe et les pays vulnérables d'autre part.

Loin d'être écartée de l'arène climatique par un dénouement de Copenhague qu'elle avait peut-être « dépassé », l'Europe reste justement un acteur incontournable de cette nouvelle géopolitique et dispose encore de leviers d'actions et de propositions substantiels. Au-delà de ses capacités de manœuvre, l'Europe représente aussi un modèle. Le processus de négociation ayant accouché du Paquet Climat Energie reste un exemple de réussite dans un contexte particulièrement délicat – et qui prouve au passage qu'il est plus aisé de construire des accords ambitieux avec des partenaires réticents une fois démontrée la volonté des pays riches de partager pour soutenir le développement des pays voisins, en l'occurrence des nouveaux entrants de l'Europe de l'Est. Au-delà même du processus politique, l'Europe peut aussi présenter des instruments institutionnels exemplaires et salutaires face à la double impossibilité d'une gouvernance mondiale et d'un consensus international ambitieux. Le mécanisme de coopération renforcée est peut-être le meilleur exemple d'un dispositif propre à contourner les blocages de l'approche consensuelle. On en retrouve un bourgeonnement dans l'article 7.2.C de la Convention qui instaure la notion de « facilitation de la coopération ». L'Accord de Copenhague engageant une trentaine de pays et dont la Convention a simplement « pris note » est a priori un camouflet au rêve de multilatéralisme. Il sonne probablement le glas d'un accord contraignant sur le climat engageant les 192 pays membres de la Convention. De part son expérience, l'Europe peut apporter des éclairages et des outils pour remettre le processus international sur les rails.

En réalité, est-il nécessairement préférable de forcer un nouvel accord consensuel au rabais, un Protocole de Kyoto bis sur lequel tout le monde s'accordera une nouvelle fois pour dire qu'il est « insuffisant mais c'est un premier pas », alors qu'un ensemble d'accords de type « coopération

renforcée » mieux adaptés aux circonstances nationales, sous un chapeau international, pourrait permettre au final d'engager l'essentiel des pollueurs d'aujourd'hui et de demain sur une trajectoire globalement acceptable. Dans ce scénario, le défi pour les plus vulnérables de l'AOSIS, des PMA et de l'Afrique sera d'exister et de faire reconnaître leur droit à l'existence, à l'adaptation et aux compensations. Les ressources naturelles, la contribution à l'atténuation du changement climatique, la menace démographique et migratoire, ou encore l'affirmation d'une conscience humaniste mondialiste en occident sont des atouts et des leviers de négociation non négligeables, si tant est qu'une cohésion entre ces pays sait se faire jour autour de quelques leaders crédibles et visionnaires. Copenhague, c'est peut-être aussi une nouvelle chance historique pour l'émergence d'une véritable force non alignée dans un monde multipolaire.

Enfin, l'émergence douloureuse du monde multipolaire à laquelle nous assistons a cela de décisif qu'elle ouvre la voie à l'expression d'une véritable diversité. Outre le fait d'éviter les blocages de front tels qu'observés à Copenhague et qui constituent une véritable prise d'otage pour la moitié du monde, c'est la multiplicité même des stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et la vitalité des coopérations qui permettront d'innover et de déterminer les réponses gagnantes de demain. Car au-delà des calculs d'apothicaire sur les réductions d'émissions ou les transferts financiers sur lesquels les pays veulent et peuvent bien s'engager, il faut bien rappeler qu'à ce jour la communauté internationale est pour le moins dubitative et divisée quant aux stratégies opérationnelles à mettre en œuvre pour solutionner le problème. Entre les nouveaux chantres du capitalisme vert, du salut technologique, et le front de défense des droits de la Terre Mère en Amérique Latine, l'écart est grand et nul n'a été jusqu'ici capable de démontrer la capacité de succès et de répliquabilité de sa formule. Dans tous les cas, si l'individualisme et le consumérisme sont à l'origine de la crise climatique, et qui plus est de la crise systémique actuelle, nul doute que l'ouverture à la diversité et à la créativité sera un facteur clé de succès et de salut.

### ***Copenhague a marqué une étape indispensable dans l'évolution de la communauté internationale***

Ainsi, Copenhague représente un pas en avant, certes insuffisant, confus, ouvrant sur un monde flou et incertain, mais qui peut encore nourrir l'espoir. Cet espoir doit s'ancrer dans le monde réel, dans la compréhension et la réponse ambitieuse à un contexte géopolitique en évolution qui demeure aujourd'hui largement fantasmé. En l'état actuel des choses, on ne peut relever le défi du changement climatique en espérant seulement l'émergence d'une conscience collective, politisée et matérialisée, propre à endosser la gouvernance du monde face à ce type de défi global. La marche du monde contre le réchauffement climatique passe par une transformation en profondeur du jeu

géopolitique, en gardant à l'esprit que seule l'évolution préalable et assumée des rapports de force déterminera la réforme plus fondamentale des structures et des règles du jeu. Il est temps de tirer les deux principales leçons géopolitiques de Copenhague pour s'engager encore plus fortement dans la course contre la montre climatique. En premier lieu, le changement climatique et le péril écologique au sens large s'imposent désormais comme les dynamiques structurantes majeures des relations internationales. Enfin, la vision géopolitique du monde fondée sur la fracture Nord-Sud, héritée de l'époque coloniale, à peine voilée par la Guerre Froide et dont le Protocole de Kyoto illustre les vestiges sous la Convention, est désormais dépassée. La lutte contre le changement climatique ne passe pas par le rêve prématuré d'une gouvernance mondiale éclairée, mais par l'animation souveraine et ambitieuse de nouvelles relations internationales fondées sur les nécessités climatiques, écologiques et culturelles qui s'imposent à notre siècle.

Lutter contre le changement climatique revient à cheminer sur une corde tendue au dessus d'un précipice. C'est un exercice complexe et périlleux, les marges de manœuvre sont étroites, les échappatoires inexistantes, et l'issue forcément théâtrale... La question reste de savoir si l'Humanité s'en remet à la bienveillance des vents contraires ou si elle se rend maître de son balancier pour avancer. A Copenhague, le funambule a au moins ouvert les yeux.

---

*Fabien Monteils travaille pour le Programme des Nations-Unies pour le Développement, Conseiller Technique Principal du programme ONU-REDD en République Démocratique du Congo. Chercheur doctorant au Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques de Paris, il a accompagné depuis la COP13 de Bali les Ministères en charge de l'Environnement de Madagascar puis de la RDC dans les négociations internationales sur le changement climatique. Il est par ailleurs président fondateur de l'ONG Acroporis, de Green Synergie, diplômé de l'EDHEC et ancien Manager chez Eurogroup Consulting. Les présentes réflexions n'engagent que leur auteur et ne sauraient en aucun cas être prêtées aux Nations-Unies et aux autres organismes auxquels il est rattaché.*